

L'Internet et la guerre qui nous est livrée



Les subventions allouées par les États-Unis visent à promouvoir un prétendu changement de régime à Cuba. Camouflées sous l'euphémisme de « programmes en faveur de démocratie », elles financent des groupes de mercenaires, des bourses pour promouvoir un faux leadership chez les jeunes Cubains et cette sale guerre sur Internet...

Auteur: Raul Antonio Capote

L'un des mensonges les plus répandus sur Cuba ces derniers temps est celui qui consiste à présenter la Révolution cubaine comme un ennemi de l'Internet. Une accusation qui ne cesse de se répéter à partir des dénonciations de l'utilisation par les États-Unis des infocommunications à des fins anticubaines, alors que l'on passe sous silence le fait que la République de Wall Street est ce pays même qui fait tout son possible pour limiter l'accès de Cuba à ces technologies.

Nos courriels, tweets, publications en ligne et posts sur Facebook alimentent le volume de données qui sont créées chaque jour sur Internet. Aujourd'hui, les analystes peuvent construire des modèles capables de prédire les préférences politiques, l'orientation sexuelle..., à partir des informations que les internautes eux-mêmes fournissent sur les réseaux sociaux.

Il a été prouvé que le Groupe d'action politique (GAP), qui fait partie de la Division d'activités spéciales, un service de l'Agence centrale de renseignement (CIA), mène des actions qui comprennent la création de structures de communication et d'accès à Internet dans les pays ou les régions visés par l'agression.

En Bolivie, plus de 68 000 faux comptes ont été créés sur le réseau Twitter pendant les journées du coup d'État de novembre 2019, alors que dans le même temps, l'Iran subissait une vague de violence où se répétait la même tactique qu'en Bolivie : des groupes armés, parfaitement coordonnés, utilisant la technique de l' « essaim », communiquaient entre eux, et lançaient des actions à travers des textos pour se retrouver sur les points d'attaque. L'agression a pris fin lorsque le gouvernement a fermé l'Internet et les réseaux sans fil. Cela s'était déjà produit pendant les élections de 2009, lors de ce que l'on a appelé la « vague verte ».

En février 2018, a été créé le groupe Cuba Internet Task Force (Groupe de travail sur l'Internet à Cuba), sur la base des instructions du mémorandum présidentiel sur la Sécurité nationale du 16 juin 2017. Selon des informations du site web Razones de Cuba, le GAP et les institutions qui composent cette force disposent de spécialistes hautement qualifiés qui, à partir de modèles préalablement élaborés à travers le Big Data, adressent des messages sectoriels aux Cubains.

En juin 2019, une campagne de tweets, supposée provenir d'internautes cubains, sommait la compagnie de télécommunications Etecsa de baisser les prix de l'Internet. La même source révèle que l'on a tenté de présenter cette campagne comme une initiative lancée par des étudiants, des ingénieurs en informatique..., alors que les soi-disant militants vivaient en Floride, au Texas, au Tennessee et en Géorgie. Une autre tentative de manipulation a eu lieu à l'occasion du référendum constitutionnel, à travers le hashtag #YoVotoNo sur Twitter (Je vote non).

Articulés aux espaces numériques contre-révolutionnaires, des milliers de faux comptes lancent leur message aux usagers cubains, des influenceurs préfabriqués effectuent des « analyses » de la « situation cubaine » en utilisant des ressources bien étudiées, qui tentent de mobiliser émotionnellement, par l'intermédiaire de l'humour, l'indignation ou la surprise, des publics préalablement analysés.

Les récentes campagnes de dénigrement contre les artistes révolutionnaires, et les actions lâches et outrageantes contre les bustes de José Martí, font partie de cette guerre avec son corolaire numérique qui prétend créer les conditions d'une « vague verte » sur l'île.

La loi Helms-Burton de 1996, très controversée, prévoit le financement de ces programmes de déstabilisation. Depuis lors, chaque administration étasunienne a fait varier le montant alloué, qui s'élève à plus ou moins 20 millions de dollars.

Cette subvention qui vise à promouvoir un prétendu changement de régime à Cuba, camouflée sous l'euphémisme de « programmes en faveur de démocratie », finance des groupes de mercenaires, des bourses pour promouvoir un faux leadership chez les jeunes Cubains et cette sale guerre sur Internet...

En fait, il semblerait que ce Groupe de travail, activé il y a environ deux ans dans le paysage numérique, n'est rien d'autre qu'une action défensive de quelqu'un qui est à cours de prétextes pour soutenir son discours selon lequel le gouvernement cubain empêcherait les Cubains d'accéder aux nouvelles technologies, si bien qu'il applique cette forme d'agression qui est aussi illégale et interventionniste que Radio et TV Martí. Ce sont les risques que nous devons courir pour notre insertion dans cet espace. Néanmoins, la Révolution continuera à former ses citoyens à savoir discerner ces manœuvres, tout en élargissant l'accès de ses bases sociales à ces nouveaux scénarios.

Tiré de Granma



Radio Habana Cuba